

MIGRATION FORCÉE, DÉPERDITION SCOLAIRE ET GOUVERNANCE DES RÉFUGIÉS : UNE ANALYSE EMPIRIQUE DE LA SITUATION DES ENFANTS RÉFUGIÉS AU CAMEROUN*

Jeanne EPOTO IBON NDOME¹, Jean-Pierre MBAME²

10.52846/AUCPP.2023.2.14

Résumé

L'éducation est élément essentiel dans le développement d'une nation, car elle est indispensable à la formation des hommes. C'est en ce sens que ce travail avait pour objectif général d'identifier l'incidence des migrations forcées et la gouvernance des réfugiés qui pourraient être à l'origine de la déperdition scolaire chez les enfants réfugiés scolarisés au Cameroun dans les camps de réfugiés et à proximité. À partir des résultats obtenus, nous avons constaté que la déperdition scolaire dans les camps de réfugiés du Cameroun est due à une multitude d'éléments, principalement les conditions de vie dans les camps, 30 % des sujets interrogés l'ont pointé comme principale cause. 5 % ont mis l'accent sur les infrastructures et les conditions de scolarisation (effectifs pléthoriques, absence de fournitures scolaires, d'aménagement...). Notons aussi l'existence de certaines croyances qui sont à l'origine d'une discrimination basée sur le genre, 30 % des parents interrogés estiment que les filles ne devraient pas aller à l'école et rester à la maison, pour exécuter les tâches domestiques et se préparer pour le mariage ; 50 % des parents interrogés pensent qu'il n'est pas utile de scolariser les enfants ; 20 % des parents interrogés reconnaissent avoir scolarisé leurs enfants à l'initiative des ONG. Notre travail nous a permis de décrire et d'identifier d'éventuels facteurs associés au problème de la migration et la gouvernance des réfugiés, au sein des écoles situées dans les camps de réfugiés et à proximité, il montre que l'étude de ce thème se heurte à plusieurs difficultés d'importance.

Mots clés : Déperdition scolaire ; Enfants réfugiés ; Migration.

*This is an Open Access article distributed under the terms of the Creative Commons Attribution License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original author and source are credited. Authors retain the copyright of this article.

¹ Docteure en Psychologie de l'Éducation, Université de Bertoua, Cameroun, Courriel : ibonepotoj@gmail.com, auteure correspondante.

² Docteur en psychologie Sociale, Université de Ngaoundéré, Cameroun, Courriel : jeanmbane@gmail.com

FORCED MIGRATION, SCHOOL WASTAGE AND REFUGEE GOVERNANCE: AN EMPIRICAL ANALYSIS OF THE SITUATION OF REFUGEE CHILDREN IN CAMEROON

Abstract

Education is an essential element in the development of a nation, as it is indispensable for the formation of men. It is in this sense that the general objective of this work was to identify the incidence of forced migration and refugee governance that could be at the origin of school wastage among refugee children enrolled in Cameroon in refugee camps and their surroundings. From the results obtained, we found that school wastage in refugee camps in Cameroon is due to a multitude of elements, mainly the living conditions in the camps, 30% of the subjects interviewed pointed to this as the main cause. 5% emphasized the infrastructure and schooling conditions (overcrowding, lack of school supplies, lack of facilities, etc.). Let us also note the existence of certain beliefs that are at the origin of gender-based discrimination; 30% of the parents interviewed believe that girls should not go to school and should stay at home to perform domestic tasks and prepare for marriage; 50% of the parents interviewed believe that it is not useful to send their children to school; 20% of the parents interviewed acknowledge that they have sent their children to school on the initiative of the NGOs. Our work has allowed us to describe and identify possible factors associated with the problem of migration and refugee governance in schools located in and around refugee camps.

Key words: *School wastage; Refugee children; Migration.*

1. Introduction

Depuis fort longtemps, l'Afrique a toujours constitué une terre de mobilités. Celles-ci ont connu une évolution dans le temps allant de la période précoloniale jusqu'à la fin des empires coloniaux. Depuis les indépendances, une autre forme de migration a vu le jour et est en pleine expansion. Il s'agit des migrations forcées qui constituent aujourd'hui l'épineux problème des États africains ainsi que de l'ensemble de la communauté internationale. La recrudescence des conflits armés et des crises politiques qui embrasent les États ainsi que les sous-régions d'Afrique depuis la fin des années 1970 est le principal élément déclencheur des migrations forcées dans ce continent. Elles ne sont pas restées sans incidence, car, elles ont contribué à dégrader le tissu social notamment le secteur de l'éducation, mettant de nombreux enfants en situation d'abandon ou encore de déperdition scolaire. Une étude menée en 2005 nous montre que parmi les 11,9 millions de réfugiés et demandeurs d'asile recensés de par le monde, 3 245 500 se trouvait en Afrique à la fin de l'année 2003 (Cambrezy et Lassaily-Jacob 2005).

En Afrique comme ailleurs, les migrations s'effectuent avant tout dans l'espace régional. En 2015, 52 % des migrants africains se trouvaient en Afrique, l'Europe n'en recevait que 27 % (Antil *et al.*, 2016). Il s'agit d'une situation qui

illustre à suffisance la recrudescence des migrations forcées en Afrique centrale du fait de l'afflux des réfugiés que connaît cette sous-région. L'état de la recherche sur les migrations forcées en Afrique montre que ce champ s'est développé en Grande-Bretagne et en Amérique du Nord depuis 1980 (Cambrezy et Lassaily-Jacob, 2005). Et aujourd'hui, on dénombre plusieurs centres d'études spécialisés sur les migrations forcées au sein des Universités africaines. C'est dire que la question des migrations forcées en Afrique a un fort ancrage épistémologique du fait de l'abondante littérature qui lui est consacrée et de la pluralité des grilles d'analyse mobilisées pour appréhender ce phénomène. Cette pluralité des grilles d'analyses a poussé de nombreux auteurs à envisager des études qui mettent en relief les migrations forcées et d'autres phénomènes qui sont leurs incidences sociales et économiques au rang desquelles la déperdition scolaire. Ainsi, une étude sur la migration forcée et la déperdition scolaire constituerait sans doute une perspective analytique qui s'ouvre dans le champ de la gouvernance des réfugiés, notamment en Afrique centrale devenue région d'accueil d'un fort potentiel de réfugiés et autres migrants forcés.

La déperdition scolaire des enfants réfugiés au Cameroun est un phénomène qu'on pourrait qualifier de récent et de complexe. L'observation de l'environnement scolaire camerounais donne de constater que malgré que la déperdition scolaire soit une vieille réalité, il faut tout de même reconnaître que celle des enfants réfugiés est très récente (Epoto Ibon Ndome, 2017). Ceci s'explique par la situation d'instabilité sociopolitique observée au sein des pays voisins. L'afflux d'un nombre important des réfugiés en territoire camerounais a provoqué l'augmentation de l'indice de déperdition scolaire à cause d'une crise de l'encadrement scolaire observée dans les camps des réfugiés. Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a enregistré 126 122 réfugiés parmi lesquels 52 756 enfants âgés de 3 à 17 ans, mais on estime que plus de 230 000 Centrafricains ont trouvé refuge au Cameroun depuis le début de la guerre en 2013. Près de 53 % de l'ensemble des réfugiés arrivés en 2014, en provenance de la République Centrafricaine, vivent hors des camps, auprès des communautés locales d'après le HCR.

Quant aux régions de l'Extrême Nord et du Nord, on a noté une arrivée massive de populations venant du Nigéria fuyant les exactions perpétrées par les combattants de la secte terroriste Boko Haram. L'on note aussi des déplacements des populations de l'intérieur du territoire et des zones frontalières, principalement celles se trouvant dans des localités régulièrement ciblées par les attaques terroristes (Mokolo, Koza, Mora, Makari, Fotokol et Waza, Kolofata...) dans l'Extrême-Nord (Ouli, Kentzou et Betaré Oya) à l'Est. Devenu terre d'accueil d'une multitude de réfugiés, le Cameroun est devenu un terreau à la déperdition scolaire du fait de la combinaison entre le décrochage scolaire déjà présent et la déperdition scolaire observée chez les enfants scolarisés dans les camps des réfugiés (Epoto Ndome Ibon, 2017). Ainsi, la question qui se pose est celle de savoir : comment la migration forcée constitue-t-elle un catalyseur de la déperdition scolaire chez les enfants réfugiés ? Quels sont, du point de vue psychologique, les déterminants qui expliquent la déperdition scolaire de ces enfants ? Sur la base de la recherche documentaire, des

entretiens et des données collectées sur le terrain, cette réflexion s'attèle à proposer une lecture empirique de la déperdition scolaire partant de la migration forcée.

2. Cadre théorique

La présente étude repose sur un cadre théorique et méthodologique obéissant aux canaux de la recherche en Sciences Humaines et Sociales (SHS). Partant d'une approche empirique, cette réflexion s'appuie sur une principale théorie qui est la théorie des représentations sociales. C'est sur la base de cette théorie que nous proposons une lecture empirique de la situation des enfants réfugiés au Cameroun partant d'une démarche hypothético-déductive.

Le vocabulaire ainsi que la cartographie des migrations forcées en Afrique centrale montre qu'elles se caractérisent par un étalement géographique discontinue avec pour principal point d'ancrage l'axe Cameroun-Centrafricain-Nigéria du fait de la présence des réfugiés dans cette région. Par ailleurs, ces migrations forcées sont révélatrices de nombreuses dynamiques sociales au rang desquelles la déperdition scolaire qui constitue une incidence sociale forte. Ceci dit, la théorie des représentations sociales de Moscovici permet de mieux appréhender le phénomène de déperdition scolaire des enfants réfugiés au Cameroun.

C'est le sociologue Émile Durkheim qui a été le premier à proposer le concept de « représentations sociales », plus précisément celui de « représentations collectives », à travers l'étude des religions et des mythes. Pour lui, les représentations permettent d'expliquer les phénomènes les plus variés de la société Moscovici (1989). Durkheim distingue les représentations individuelles des représentations collectives. Il considère que les représentations individuelles étaient rattachées à la conscience de chaque individu, alors que les représentations collectives étaient jointes à la conscience, aux valeurs et aux croyances de toute une société. Pour Durkheim les représentations collectives seraient stables, permanentes et plus significatives. Ainsi, elles s'opposeraient aux représentations individuelles, variables et éphémères. Ainsi, à travers les représentations sociales, les enfants réfugiés se retrouvent donc facilement en situation de déperdition scolaire du fait de leur statut. Il semble que leur identité de réfugié impacte considérablement sur leurs performances scolaires. Lorsqu'on associe à cela la situation de l'insécurité dans laquelle ils sont, la déperdition scolaire croît donc dans un environnement social où vivent les migrants forcés.

3. Méthodologie et présentation de la zone d'étude

Cette étude s'appuie sur la recherche documentaire et les données collectées sur le terrain. Comme grille méthodologique, nous avons privilégié la démarche empirique pour une analyse à la fois qualitative et quantitative de la déperdition scolaire des enfants réfugiés au Cameroun. La collecte des données s'est faite à l'aide des questionnaires que nous avons administrés aux différentes composantes de notre population d'étude. Comme méthode d'échantillonnage, nous avons l'échantillonnage aléatoire par Quota, afin que chaque classe soit représentée et

l'échantillonnage de convenance, qui se justifie par la réticence de plusieurs parents et de leurs enfants à participer à ce travail.

Ainsi donc, notre échantillon est constitué responsables chargés de l'éducation que sont les enseignants, les directeurs d'écoles, les responsables d'ONG, les responsables du Ministère de l'Éducation de Base (MINEDUB), des parents d'élèves scolarisés et ceux dont les enfants ont déserté les salles de classe, et des enfants scolarisés régulièrement et ceux ayant démissionnés. L'échantillon est composé de 210 sujets. Cet échantillon se compose de 20 garçons en situation de déperdition scolaire ; 20 filles en situation de déperdition scolaire ; 60 écoliers en cours de scolarisation, soit 10 élèves par niveau d'étude ; 20 parents d'élèves en situation de déperdition (mères ou pères) ; 20 parents d'élèves en cours de scolarisation (mères ou pères) et de 10 instituteurs et administrateurs scolaires (MINEDUB et ONG).

Le Cameroun compte 8 camps de réfugiés, dans l'Extrême-Nord nous avons le camp de Minawao situé dans la région de l'Extrême-Nord ; nous avons les camps de Gam et Borgof situés dans la région de l'Adamaoua nous avons les camps de Timangolo, Gado-Badzere, Mbile, Lolo et Garisingo situés dans la région de l'Est. La majorité des réfugiés ressortissants du Nigéria se retrouve dans la région de l'Extrême-Nord et que dans les régions de l'Adamaoua et de l'Est on retrouve en majorité les ressortissants de la RCA. Cette recherche a été menée dans deux camps de réfugiés à savoir le camp de Minawao dans la région de l'Extrême-Nord et le camp de Gado Badzere dans la région de l'Est.

Le camp de réfugiés de Minawao a été ouvert le 2 juillet 2013. Il s'étend sur une superficie de 31900 hectares soit 319 km². Bien qu'initialement prévu pour 20000 personnes. Ce camp abrite près de 64034 réfugiés principalement les Nigériens, disséminés dans près de 16000 familles (HCR, 2017). Tandis que des milliers d'autres réfugiés nigériens sont recueillis par des familles d'accueil, ou font le choix de vivre hors des camps auprès des communautés villageoises environnantes. Le camp de Gado Badzere a été ouvert le 1er mars 2014, pour l'accompagnement des réfugiés principalement centrafricains fuyant les conflits entre le mouvement Seleka et les Antibalaka. Il s'étend sur une superficie de 55 hectares, ce camp abrite près de 24384 réfugiés principalement centrafricains, disséminés dans près de 7700 familles (HCR, 2017). Tandis que des milliers d'autres réfugiés sont recueillis par des familles d'accueil, ou font le choix de vivre hors des camps auprès des communautés villageoises environnantes.

4. Les résultats empiriques de la déperdition scolaire des enfants réfugiés au Cameroun

S'appuyant sur des éléments statistiques, cette recherche a permis de montrer de façon empirique que la déperdition scolaire observée dans les camps des réfugiés est due à de nombreux déterminants psychosociocognitifs. Ces déterminants sont imposés par les logiques sociales du fait des représentations sociales et de la perception des parents ainsi que des enfants réfugiés vivant dans ces camps. La situation de migrant forcé ou encore de réfugié dans laquelle se trouvent ces enfants et leurs parents est favorable à la déperdition scolaire.

4.1. La durée du trajet pour l'école et la question des manuels scolaires : des contingences favorables à la déperdition scolaire des enfants réfugiés au Cameroun

L'éducation des enfants réfugiés fait partie de ce qu'il convient d'appeler l'éducation en contexte d'urgence ou encore l'éducation de crise. Pour cela, celle-ci est influencée par de nombreuses contingences qui sont d'ordre matériel et logistique au rang desquels la distance entre l'école et la maison, la durée du trajet pour l'apprenant ainsi que le matériel didactique dont les manuels scolaires. Ainsi, on a pu observer que la distance qui sépare l'école des habitats dans les camps des réfugiés constitue un déterminant matériel de la déperdition scolaire. 65 % des élèves déperditionnaires enquêtés vivaient à plus de 5km de leur école, et devaient marcher à pied. Tandis que 30 % des élèves déperditionnaires vivaient à une distance comprise entre 3km et 4km de leur école (Epoto Ibon Ndome, 2017).

Par ailleurs, la question des manuels scolaires constitue un autre déterminant de la déperdition scolaire des enfants réfugiés au Cameroun. Étant donné que ces derniers sont en situation de migration forcée, la situation économique de leur parent explique le fait que beaucoup de ces enfants qui sont scolarisés puissent ne pas disposer de manuels scolaires. Les élèves en situation de déperdition scolaire avaient en Moyenne **2,7** livres, principalement le Français/Lecture et les Mathématiques/calcul. Et cette situation est intimée liée à la précarité ambiante dans les camps des réfugiés. Ce qui laisse croire que les indicateurs socio-économiques tels que les activités socioprofessionnelles des parents peuvent expliquer le fait que certains élèves disposent de manuels scolaires tandis que d'autres n'en ont pas.

Tableau 1. Distance séparant l'école du domicile des apprenants

Modalités	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
1 à 2 kilomètres	1	5,0	5,0	5,0
3 à 4 kilomètres	6	30,0	30,0	35,0
5 kilomètres et plus	13	65,0	65,0	100,0
Total	20	100,0	100,0	

Source : Synthèse des données collectées

À cela s'ajoute le temps mis pour se rendre à l'école qui de façon pratique explique suffisamment la déperdition scolaire observée dans les camps des réfugiés de Minawo et de Gado Badzere.

Tableau 2. Temps mis par les enfants pour se rendre à l'école

Modalités	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
de 6 à 15 minutes	3	15,0	15,0	15,0

De 16 à 30 minutes	5	25,0	25,0	40,0
De 31 à 1 heure	10	50,0	50,0	90,0
Plus d'une heure	2	10,0	10,0	100,0
Total	20	100,0	100,0	

Source : Synthèse des données collectées

On constate que 50 % des élèves déperditionnaires mettaient entre 30 minutes et 1 heure pour se rendre à l'école. 10 % de ces enfants mettaient plus d'une heure pour se rendre à l'école, cela s'explique par l'éloignement de certaines écoles et l'état de la route. Selon les dires de ces enfants cette situation était aggravée en saison de pluie.

4.2. La précarité sociale et le désintérêt des parents vis-à-vis de l'école : des éléments favorables à la déperdition scolaire

La situation de réfugié engendre très souvent une précarité socio-économique qui paralyse souvent l'épanouissement social des réfugiés. Cela affecte aussi bien les parents que les enfants dans la mesure où ce sont les parents qui doivent assurer un encadrement à leur progéniture. Ainsi, l'on a pu constater que dans les camps des réfugiés de Minawao et de Gado Badzere, la précarité sociale des parents constitue un élément favorable à la déperdition scolaire des enfants. À cela s'ajoute leur désintérêt pour l'école, le tout s'adossant sur le statut de migrants forcés qui ne permet pas souvent à ces personnes d'être suffisamment épanouies. Les activités professionnelles des parents (pères et mères) des enfants réfugiés sont révélatrices de cette précarité sociale.

Tableau 3. Activité principale de la mère/Tutrice des enfants réfugiés

Modalités	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Sans réponse	4	20,0	20,0	20,0
Commerçante	5	25,0	25,0	45,0
Couturière	2	10,0	10,0	55,0
Ménagère	7	35,0	35,0	90,0
Enseignante	1	5,0	5,0	95,0
Autre	1	5,0	5,0	100,0
Total	20	100,0	100,0	

Nous constatons que la majorité des mères ou tuteurs d'enfants ayant abandonné l'école, sont des femmes au foyer (Ménagères) sans activités professionnelles soit 35 %. Notons aussi que l'activité professionnelle la plus répandue chez les mères ou tuteurs d'enfant déperditionnaires est le commerce, soit 25 %. Il s'agit généralement d'un commerce qui ne procure pas des revenus financiers conséquents pouvant permettre à la mère d'assurer la scolarisation de son fils ou de sa fille. L'on observe pareille réalité chez les hommes qui sont considérés

comme les principaux parents de ces enfants scolarisés. S'agissant des pères ou tuteurs, l'on constate que l'activité professionnelle la plus répandue est Berger avec 42,3 % des pères ou tuteurs des enfants interrogés, survivent d'artisanat avec 30,8 %.

Par ailleurs, le désintérêt des parents vis-à-vis de l'école justifie à suffisance la déperdition scolaire qu'on observe dans les camps des réfugiés au Cameroun. Pour comprendre ce désintérêt, il faut tout de même questionner le niveau d'instruction des parents, l'intérêt qu'ils portent aux études de leurs enfants et le choix de scolariser ou non ceux-ci.

Tableau 4. Niveau d'Instruction des pères enquêtés

Modalités	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Aucun (Jamais Scolarisé)	36	30,0	33,3	33,3
Primaire Sans CEP	60	50,0	55,6	88,9
CEP	12	10,0	11,1	100,0
Total	108	90,0	100,0	
Système manquant	12	10,0		
Total	120	100,0		

Source : Synthèse des données collectées

On constate que 33,3 % des pères d'élèves qui ne sont pas en état de déperdition sont analphabètes et 55,6 % ont un niveau primaire, mais n'ont pas obtenu de CEP. Tandis 11,1 % ont obtenu un CEP.

Tableau 5. Niveau d'Instruction des mères enquêtées

Modalités	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide
Aucun (Jamais scolarisée)	36	30,0	46,2
Primaire sans CEP	42	35,0	53,8
Total	78	65,0	100,0
Système manquant	42	35,0	
Total	120	100,0	

Source : Synthèse des données collectées

On constate que 46,2 % des mères d'élèves en déperditions sont analphabètes et 42 % ont un niveau primaire, mais n'ont pas obtenu de CEP et plus. Le niveau d'instruction de ces parents est révélateur du fait que ces derniers ne disposent pas des capacités cognitives pouvant leur permettre d'assurer un bon encadrement scolaire à leurs enfants malgré le climat d'insécurité qui a souvent été évoqué comme un motif important de l'abandon scolaire. Ce faible niveau d'instruction des parents influence largement leur perception de l'école à travers l'utilité de scolariser leurs enfants.

Tableau 6. Avis des parents sur l'utilité de scolariser leurs enfants

Modalités	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide
Oui	10	50,0	50,0
Non	10	50,0	50,0
Total	20	100,0	100,0

Source : Synthèse des données collectées

Les principaux motifs avancés pour le choix de ne pas scolariser les enfants sont les suivants : 30 % des parents interrogés pensent que les filles ne doivent pas aller à l'école, elles doivent rester à la maison pour les tâches domestiques et se préparer au mariage. Une situation qui émane des représentations sociales qu'on se fait de l'école et des rôles sociaux dans un tel contexte. Ce qui nous permet de souscrire à la théorie de Moscovici pour attester que la déperdition scolaire des enfants réfugiés quoiqu'inhérente à la situation d'insécurité et à leur statut de migrant forcé est aussi influence par les représentations sociales qui prennent corps au sein de cet environnement. Les principaux motifs avancés pour le choix de scolariser les enfants sont les suivants : 20 % des parents interrogés pensent que les enfants doivent aller à l'école pour apprendre à lire et écrire et pour trouver un travail plus tard.

5. Discussions

Au regard des résultats empiriques précédemment présentés, il ressort de cela que la déperdition scolaire et la migration constituent un binôme opératoire du fait des liens entretenus par ces deux phénomènes. Ce lien reste donc à construire, à repenser et à questionner de par la situation observée dans les camps des réfugiés de Minawao et de Gado Badzere. Ce qui nous permet de comprendre qu'au-delà des raisons évoquées comme facteurs favorisant la déperdition scolaire dans les camps de Minawao et de Gado Badzere, l'insécurité et la migration forcée constituent la principale variable explicative de cette déperdition scolaire.

5.1. L'insécurité et la migration forcée : principales variables explicatives de la déperdition scolaire dans les camps de Minawao et de Gado Badzere

De nombreux travaux montrent que l'éducation en situation d'urgence constitue un défi de la communauté mondiale (Bessler, 2019). De ce fait, il est impératif de mettre en place des politiques pouvant permettre aux migrants forcés de se sentir suffisamment en sécurité pour pouvoir apprendre en zone de conflits (McEvoy, 2019). Le cas de l'Afrique centrale en proie aux migrations forcées semble confirmer cet état de fait dans la mesure où, la sous-scolarisation et l'analphabétisme dans les pays en développement, bien qu'ayant connu une nette régression, garde des proportions importantes (Lamarkbi et La Fafaye de Micheaux, 2006).

Tableau 7. Motifs ayant poussé les enfants réfugiés à la déperdition et à l'abandon scolaire

Modalités	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide
Manque de motivation	6	15,0	15,8
Manque de matériel didactique et d'infrastructures scolaires	8	20,0	21,1
Manque d'encadrement des parents ou tuteurs	4	10,0	10,5
condition de vie très difficile (alimentation et autres)	12	30,0	31,6
Activités scolaires négligées/abandonnées au détriment des activités domestiques ou génératrices de revenus	6	15,0	15,8
Hantise par les souvenirs de guerre et des décès des proches	2	5,0	5,3
Total	38	95,0	100,0
Sans réponse	2	5,0	
Total	40	100,0	

Source : Synthèse des données collectées

Les résultats de ce tableau montrent que 5,3 % des enfants estiment que le principal motif les ayant poussés à la déperdition scolaire reste la hantise par les souvenirs de guerre et les décès des proches. Bien que certains motifs soient évoqués, il faut tout de même reconnaître que ceux-ci se greffent aux principales variables explicatives qui restent l'insécurité et la migration forcée. En prenant juste le cas de la République Centrafricaine, il ressort de cela que les troubles sociopolitiques ont eu un impact considérable sur le système éducatif notamment au cycle primaire (Gounebana 2006, pp. 117-130). Nous constatons que plusieurs raisons peuvent justifier l'abandon scolaire, indépendamment des représentations des parents vis-à-vis de l'école, notamment des motifs socio-économiques (gagner de l'argent pour vivre, conditions de vie très difficile, pauvreté et absence d'aide humanitaire...), et autres (résultats scolaires insuffisants, la maladie, motifs religieux...).

5.2. Migration forcée et déperdition scolaire : lien qui reste à repenser et à reconstruire

L'analyse et l'interprétation de la situation observée dans les camps des réfugiés de Minawao et Gado Badzere montrent que la déperdition scolaire reste inhérente à certains déterminants psychosocio-cognitifs. Bien qu'il soit évident que les principales variables explicatives sont la migration forcée et le climat d'insécurité, le lien migration forcée et déperdition scolaire reste à repenser et à reconstruire. Étant donné que de nombreuses études se soient quant à elles attelées à décrire les logiques ainsi que les mécanismes de mise en œuvre des politiques éducatives en zones de conflits. On peut donc comprendre qu'il existe un lien entre

conflits et éducation, mais le phénomène de la déperdition scolaire reste quelque peu en périphérie dans le champ de l'analyse épistémologique concernant ce domaine. Ainsi, ceci appelle à repenser le lien qui existe entre la migration forcée et la déperdition scolaire afin justement d'ouvrir une perspective dans l'amélioration de la gouvernance des réfugiés notamment en Afrique centrale.

Ceci peut s'inspirer de ce qui se fait déjà dans d'autres zones notamment en Afghanistan où une étude montre qu'il faut se sentir suffisamment en sécurité pour pouvoir apprendre dans une zone de conflit (McEvoy, 2019). Ici, les programmes psychosociaux traditionnels sont fréquemment axés sur des incidents qui ont eu lieu dans le passé et sont mis en œuvre dans des espaces désormais physiquement sûr (McEvoy, 2019). Il faut donc repenser et restructurer le lien entre migration forcée et déperdition scolaire. Ceci devrait partir du postulat selon lequel, les représentations sociales peuvent contribuer à la déperdition scolaire sans que ce soit forcément lié à la condition de migrants forcés des apprenants. Cela tient au fait qu'il est difficile de faire une mise en relation des représentations sociales avec la déperdition scolaire observée dans les camps des réfugiés de Minawao et Gado Badzere.

5.3. Une difficile mise en relation des représentations sociales et de la déperdition scolaire en contexte de migration forcée

Il est difficile de mettre en relation les représentations sociales et la déperdition scolaire observée dans les camps des réfugiés qui constitue le champ d'études de cette réflexion. En dépit des contingences mises en évidence pour expliquer la déperdition scolaire dans ces camps partant de la théorie des représentations sociales de Moscovici, cela nous permet de déceler ici les limites de cette grille théorique par rapport à cette étude. Bien qu'étant des aléas qui expliquent la déperdition scolaire, le manque de manuels scolaires, la distance qui sépare l'école des apprenants, l'intérêt accordé par les parents à l'école, leur choix de scolariser ou non leurs enfants ne sont pas directement imputable la migration forcée. Il s'agit d'une situation qu'on pourrait transposer dans un contexte de paix et de sécurité, car, même les zones non conflictualisées connaissent ces mêmes contingences qui favorisent la déperdition scolaire. Ainsi, on peut donc comprendre que les résultats empiriques de cette recherche ne peuvent pas être directement imputables à la migration forcée et à l'insécurité conformément à la théorie qui sous-tend lesdits résultats.

Ces résultats peuvent s'expliquer par le fait, des parents instruits ont plus de faciliter et de compétences intellectuelles à encadrer leurs enfants. Bien que notre travail ne permette pas de le dire, nous pensons que des parents instruits auront tendance à inciter plus leurs enfants à la scolarisation, du fait qu'ils entretiennent des représentations favorables vis-à-vis de la scolarisation de leurs enfants, bien que réfugiés. Le constat empirique qui a guidé cette démarche permet de déduire que les parents non instruits ou analphabètes utilisent abusivement le temps des enfants destiné aux apprentissages au profit des activités socio-économiques et domestiques. En outre, ces parents d'élèves non instruits ou analphabètes s'impliquent peu ou se

désintéressent de la vie scolaire de leurs enfants par ignorance ou par mépris. Ce qui n'est pas forcément lié au fait que ces enfants soient des réfugiés ou encore en situation de migration forcée.

6. Plan de prévention de la déperdition scolaire en contexte de migration forcée

Sur la base des observations faites sur le terrain, il semble nécessaire et urgent d'apporter quelques éléments, qui pourront permettre de rendre la scolarisation des enfants réfugiés vivant dans les camps du Cameroun plus effectif, afin d'atteindre les objectifs assignés.

Ce plan va à l'endroit de tous les intervenants dans le processus de scolarisation, à savoir : Parents, enfants, responsables éducatifs, enseignants, pouvoir public.

6.1. Au sein des parents d'élèves

À la suite de notre travail, nous pouvons affirmer que la structure familiale a une influence déterminante dans la scolarisation d'un enfant, car le choix d'envoyer un enfant à l'école est généralement celui des parents. On pourra donc bannir tout comportement ou pratique qui sont de nature à empêcher l'épanouissement scolaire des enfants. Nous faisons référence ici aux travaux domestiques répétés à longueur de journée et aux activités commerciales, qui occupent le temps destiné aux apprentissages et divertissement.

La participation des enfants aux travaux domestiques est nécessaire, mais à un certain degré, elle peut empêcher les révisions.

6.2. Au sein des élèves

Les élèves doivent s'engager et être motivés dans leur scolarisation. L'apprenant a une responsabilité indéniable dans la réussite ou l'échec de sa scolarisation, car de son engagement dépend ses performances. Ainsi donc il devra adopter un certain nombre de comportements, jugés indispensables à l'acte d'apprentissage, tel que : l'obéissance vis-à-vis des parents et des enseignants, le respect des consignes et de la discipline.

6.3. Au sein du corps enseignant

L'enseignant doit être un modèle, une référence pour les élèves dont il a la charge d'inculquer le savoir. Par conséquent un comportement déviant de leur part sera automatiquement considéré comme modèle par ces élèves.

Sur le plan de la pratique, les enseignants doivent être à l'écoute des difficultés des apprenants, tant scolaire que familiale, tout en veillant à actualiser leurs compétences et connaissances. Ils doivent veiller à être bien formés.

6.4. Au sein des pouvoirs publics

L'exigence de la promotion de l'éducation nécessite l'engagement de toutes les sphères de décision. Les décideurs politiques et leurs partenaires devraient

prendre des initiatives pour garantir les mêmes chances à tous les élèves d'aller à l'école et de s'y maintenir le plus longtemps possible pour recevoir un enseignement de qualité, utile et durable. Construire des infrastructures scolaires répondant aux normes scolaires, mieux former les enseignants, adapter l'offre éducative aux besoins des populations réfugiées, en y intégrant par exemple des écoles confessionnelles, notamment coraniques et des écoles professionnelles.

Notons aussi comme propositions de : accroître la capacité d'accueil des élèves et intensifier la formation des enseignants qualifiés et en grand nombre ; en vue de réduire le ratio élèves/maître ; Faire une campagne d'information et de sensibilisation des différents acteurs (inspecteurs, directeurs, enseignants, parents, élus locaux, partenaires sociaux) à la problématique de la déperdition scolaire.

7. Conclusion

L'appréhension des motifs de la déperdition a été analysée sous plusieurs angles. Il ressort de cette analyse que les facteurs majeurs identifiés ne remettent pas en cause les appréhensions de plusieurs auteurs. Seulement certaines variables telles que la distance, la peur du maître, le genre, le niveau d'instruction des parents, etc. ne peuvent être considérées comme facteurs explicatifs uniques.

À l'opposé, les problèmes de santé, le manque de moyens, le faible suivi des parents, les activités extrascolaires des filles, sont les facteurs majeurs qui semblent mieux expliquer le phénomène de la déperdition scolaire chez les élèves réfugiés. En somme, les conditions de vie des enfants réfugiés et de leurs familles gagneraient à être améliorées, afin que les enfants n'aient pas à faire le choix d'activités rémunératrices pour pouvoir nourrir leur famille, au détriment de l'école. Notons, la nécessité d'actes de sensibilisation auprès des parents, allant dans le sens de la scolarisation des enfants. Nous n'ignorons pas que les actions de plusieurs ONG vont déjà dans ce sens, mais il serait nécessaire d'en faire encore plus et de promouvoir une meilleure politique de gouvernance de réfugié.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Bessler, M. (2019). L'éducation, un impératif humanitaire de développement. *Revue migrations forcées*, n° 60, 4-7.
2. Cambrezy, L., Lassaily-Jacob, V. (2005). «Les migrations forcées». *Géographes associés*, n° 29, 35-41.
3. Epoto Ibon Ndome, J. (2017). *Analyse des déterminants psychosociocognitifs de la déperdition scolaire des élèves du cycle primaire dans les camps des réfugiés du Cameroun*. Mémoire de Master en Psychopédagogie et Science de l'Éducation, Douala : Université de Douala.
4. Gounebana, C. (2006). *Les conséquences des troubles socio-politiques sur le système éducatif centrafricain de 1991 à l'an 2001 : Situation de l'enseignement primaire*. Thèse de Doctorat en Sciences de l'Éducation, Bourgogne : Université de Bourgogne.

5. Lamarkbi, N., La Fafaye de Micheaux, E. (2006). L'ouverture de l'éducation primaire rurale aux ONG. Les enseignements du Marco contemporain. *Mondes en développement*, 2(134), 79-94.
6. McEvoy, B. (2019). Se sentir suffisamment en sécurité pour pouvoir apprendre dans une zone de conflit. *Revue migrations forcées*, n° 60.
7. Moscovici, S. (1989). Des représentations collectives aux représentations sociales : éléments pour une histoire. In *Les représentations sociales*. Paris : Presses Univesitaires de France.